

«Vers une conversion écologique de l'industrie européenne, cas de bonnes pratiques»

Alain Mestre, Syndex

Séminaire IHEDATE: Quelles politiques régionales ?

Croissance verte ou conversion des économies territoriales

13 octobre 2011, Lille



→ Impact sur l'emploi du changement climatique et des mesures de réduction des émissions de CO2 dans l'UE à l'horizon 2030

- ▶ Etude réalisée en 2007 par un consortium : Cabinet Syndex, CES, SDA, Instituts Istas & Wuppertal, soutenue par : la Commission européenne et 6 gouvernements (belge, britannique, espagnol, finlandais, italien, français -Ademe et Datar-).
- ▶ 6 secteurs étudiés (agriculture-pêche, énergie, BTP, tourisme, banques-assurances, santé) dans le 1er volet (effets) et 4 secteurs étudiés (production d'énergie, transports, industrie -sidérurgie, cimenterie-, Bâtiment-logement) dans le 2ème volet (émissions CO2).
- ▶ 250 acteurs de 11 pays de l'UE consultés (institutions publiques, associations professionnelles, directions d'entreprises, syndicats, ONGs).
- ▶ Modélisation prospective sectorielle construite sur des scénarios alternatifs à des scénarios tendanciels (BAU)

→ Evaluation de l'impact sectoriel et régional sur l'emploi des effets du changement climatique

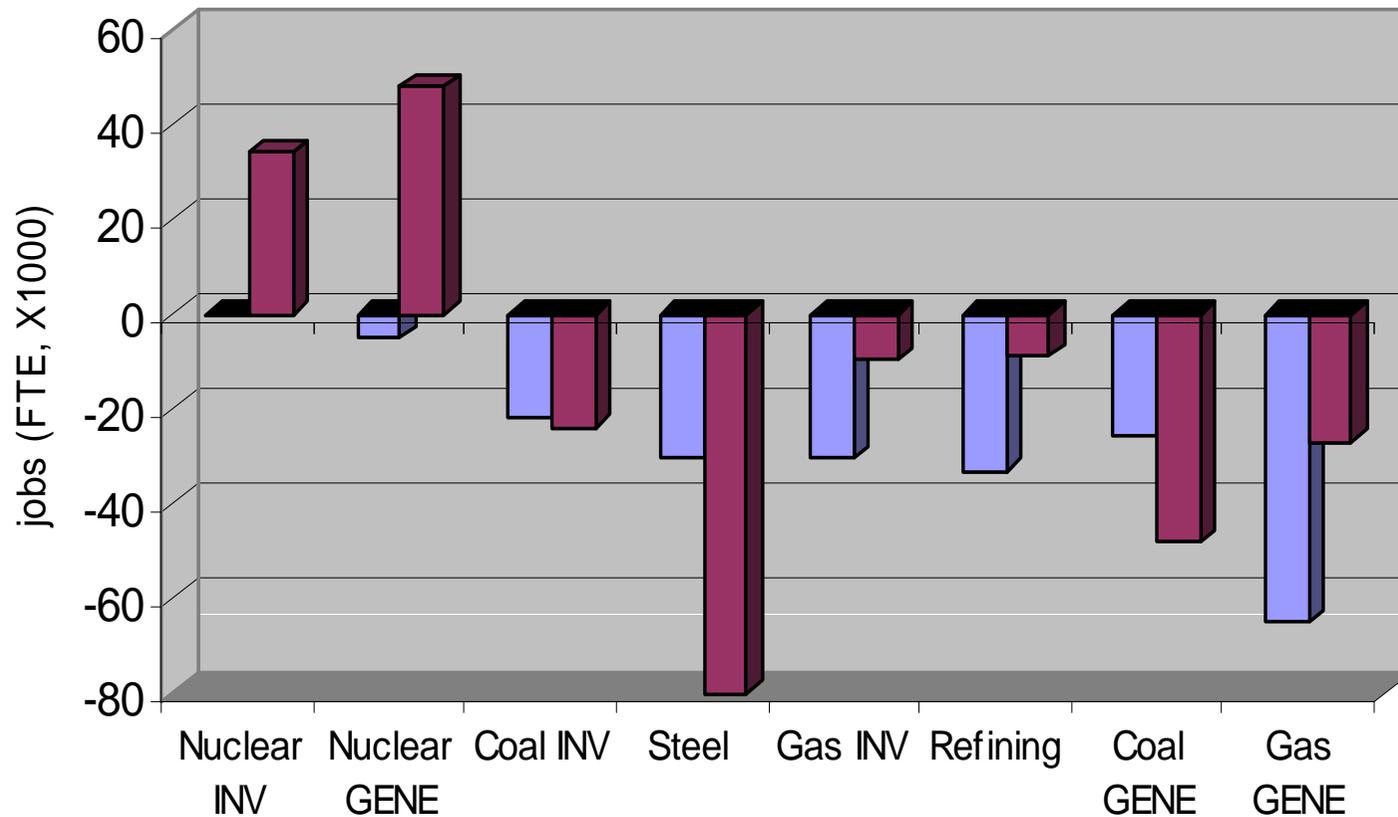
- ▶ Même un changement climatique modéré et graduel (+2° C) aura à la fois des impacts positifs et négatifs sur l'activité économique et l'emploi en Europe, avec des disparités considérables entre les régions et les secteurs.
- ▶ Impact sectoriel : agriculture, foresterie, pêche, tourisme, énergie, assurances, secteur financier, santé, infrastructures, devraient faire face à ces effets à des degrés divers .
- ▶ Impact régional : globalement négatif pour l'Europe méridionale et l'Europe centrale, globalement légèrement positif pour la Scandinavie, équilibré pour l'Allemagne.
- ▶ Nécessité d'anticiper des modes adaptés de gestion sociale et d'emplois pour les populations des régions affectées par les dommages climatiques.

→ Les P&M de réduction des émissions de CO2 induisent une vaste redistribution des emplois intra- et inter-sectoriels et une gestion participative de la transition sociale

- ▶ Les mesures permettant à l'UE de réduire ses émissions de CO2 d'environ 40% horizon 2030 ne détruisent pas globalement d'emplois (+1,5%), mais induisent des modifications substantielles de l'offre et de la demande d'emplois et de qualifications au sein et entre les secteurs.
- ▶ Cette redistribution des emplois est moins régie par le jeu des secteurs perdants et gagnants que par la gestion par les acteurs intrasectoriels des opportunités et risques engendrés par les P&M.
- ▶ Les mouvements d'emplois se produiront dans tous les secteurs mais la transition sociale devra être anticipée, maîtrisée et organisée essentiellement au sein des secteurs, ce qui la rend a priori moins difficile.
- ▶ Cela nécessitera la mise en œuvre de programmes de transition pour l'emploi dotés de moyens adéquats des pouvoirs publics et de procédures consultatives des partenaires sociaux dédiées aux plans européens d'actions contre les changements climatiques.

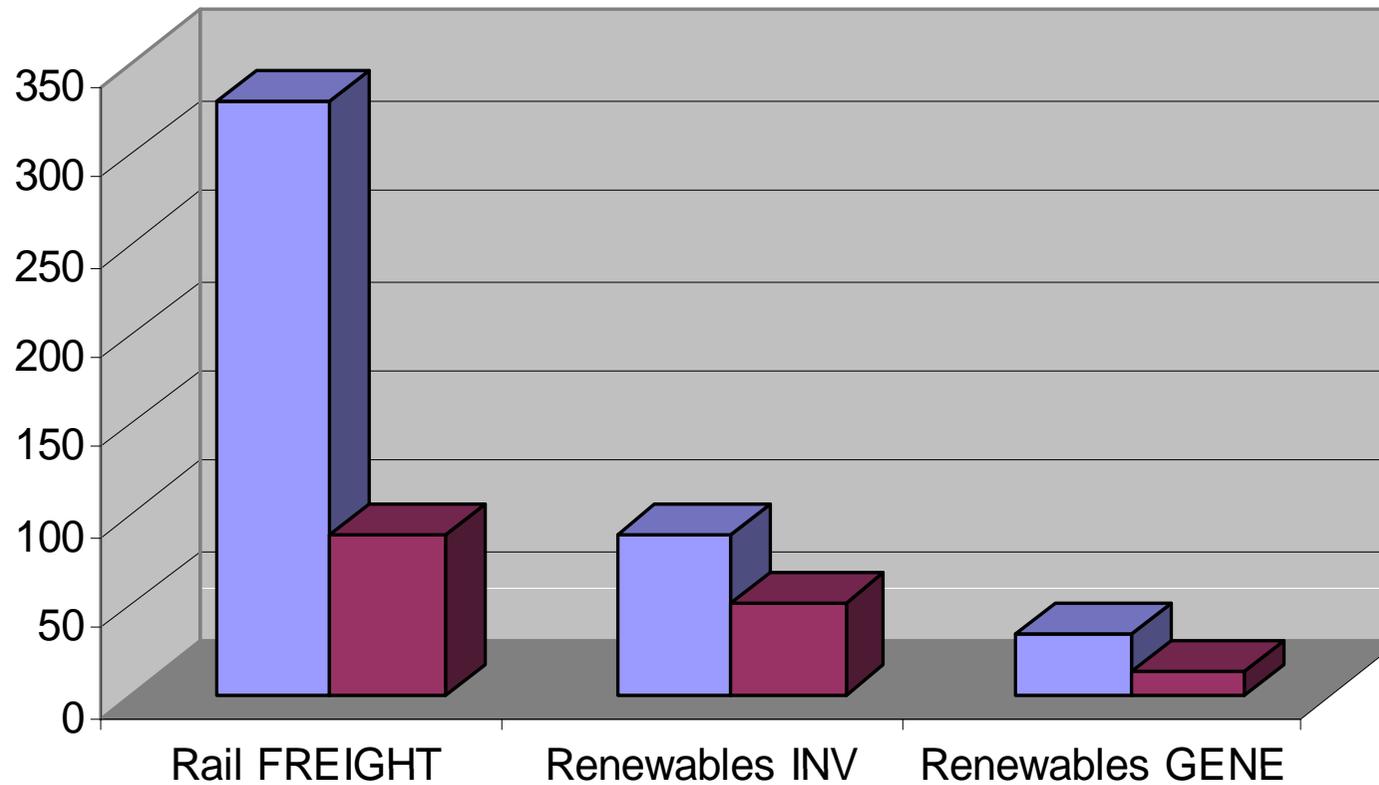
→ Des impacts négatifs sur l'emploi par rapport au scénario tendanciel dans : les énergies conventionnelles et les industries à forte intensité énergétique

Scénarios alternatifs vs scénario tendanciel



... compensés par des gains dans des secteurs intensifs en emplois (transports publics, bâtiment/construction, énergies renouvelables)

Scénarios alternatifs vs scénario tendanciel



→ Quel mode de gestion de la transition sociale vers une économie bas carbone ?

- ▶ Les emplois gagnants et perdants ne sont pas pleinement substituables: quid de la reconversion des travailleurs et de l'attractivité sociale des branches et entreprises gagnantes pour les demandeurs d'emplois qualifiés
- ▶ Sur le plan qualitatif, les P&M climatiques devraient contribuer à accroître la demande de travailleurs de plus en plus qualifiés en lien avec l'innovation produit et process.
- ▶ Nécessité de définir et mettre en œuvre une démarche intégrée d'anticipation socio-économique telle que des dispositifs et outils appropriés de GPEC (Gestion prévisionnelle des emplois et compétences) pour optimiser la gestion de la transition sociale accompagnant les nouveaux métiers et qualifications des salariés engendrés par les nouvelles filières technologiques produit-process bas carbone; et tout particulièrement les filières de formation de base et continue adéquates en impliquant les pouvoirs publics et partenaires sociaux sur le champ à la fois sectoriel et territorial.

→ Etude Syndex-CES 2009 : « Dérèglements climatiques, nouvelles politiques industrielles et sorties de crise »

- ▶ Etude demandée par la Confédération Européenne des Syndicats (CES), avec le soutien financier de la DG Emploi de la Commission européenne, réalisée par un consortium d'experts coordonnée par Syndex (avec S. Partner et WMP Consult).
- ▶ Objectif : cette étude a servi de support à la fois pour l'élaboration d'une résolution du comité exécutif de la CES et de la Conférence CES-FEM-EMCEF de Londres (octobre 2009) en préparation du Sommet ONU de Copenhague sur les changements climatiques (décembre 2009).
- ▶ Méthodologie : construction de modèles CO2-emploi sectoriels pour un échantillon de 11 secteurs industriels produit-process et d'outils transversaux de dimension européenne en se fondant sur la collecte de données et des entretiens auprès des différentes associations professionnelles européennes et des DG concernées (DG Recherche, DG Entreprises & Industrie, DG Tren) de la Commission européenne;

→ Dynamiques sectorielles identifiées par l'impact emploi du facteur carbone (étude Syndex-CES 2009)

Menaces sur l'emploi dues à la contrainte carbone



Raffinage, sidérurgie, aluminium et non ferreux, cimenterie, chimie, matériaux de construction

Croissance modérée de l'emploi



Production d'électricité.

Mutation des emplois par la transition vers une économie bas carbone



Automobile

Croissance de l'emploi lié aux biens d'équipement



équipements mécaniques et électriques, machines.

→ Une transition sociale juste, pour une Europe industrielle bas carbone (1)

- ▶ Jusqu'à présent, la politique bas carbone n'est pas la cause des restructurations qui ont supprimé des emplois depuis 2008 comme au cours des années antérieures. En revanche, à l'avenir, la perspective bas carbone contribuera sans aucun doute à déstabiliser la main-d'œuvre employée dans les secteurs intensifs en carbone dans leurs produits et process.
- ▶ De la même façon, les politiques d'investissement bas carbone modèleront les emplois de demain et sont porteuses à la fois de suppressions des postes de travail existants et d'opportunités d'emplois nouveaux.
- ▶ La question de l'emploi doit être examinée d'un double point de vue dans le cadre du processus de conversion bas carbone de l'industrie européenne :
 - le premier réside dans la transition des emplois existants et de leurs caractéristiques au vu des emplois de demain ;
 - le second réside dans la création d'emplois liés aux politiques transversales dans les domaines de l'énergie (renouvelables), de l'efficacité énergétique (produits et matériaux d'efficacité énergétique des bâtiments : matériaux d'isolation, chaudière à condensation, pompes à chaleur, régulateur thermique) comme des process industriels (variateurs de vitesse, cogénération), ou encore des transports (véhicule électrique) et des réseaux intelligents (Smart Grid).

→ Une transition sociale juste, pour une Europe industrielle bas carbone (2)

- ▶ Des instruments européens appropriés devraient être instaurés avec l'implication des partenaires sociaux : dispositifs d'anticipation des transitions socio-économiques (intégrant des outils type GPEC au niveau entreprises, secteurs et territoires et programmes de formation adaptés,...).
- ▶ L'initiative récente « New skills, new jobs », menée conjointement au niveau européen par la DG Emploi et la DG Education de la CE avec le concours du CEDEFOP, est un premier pas dans l'évaluation des besoins de compétences nouvelles engendrées par la transition vers une économie bas carbone, mais doit faire face aux incertitudes liées aux outils, moyens financiers et au système de gouvernance.
- ▶ Un Forum européen de haut niveau de dialogue entre les DG de la Commission européenne, les organisations patronales et syndicales européennes sur «le changement climatique et la transition vers une économie bas carbone » a été instauré en mai 2011.
- ▶ La création au niveau européen de Conseils sectoriels emploi-compétences est une première étape (6 ont été créés à ce jour), dont la gestion tripartite est assurée conjointement par la Commission et les partenaires sociaux, et des organisations et institutions éducatives et de formation. Objectif : échanger et mutualiser les bonnes pratiques identifiées et suivies par les observatoires nationaux des emplois et compétences.

→ Etude conjointe des partenaires sociaux européens :
« Impact emploi des politiques climatiques » 2010-11

- ▶ L'étude de Syndex (2010-2011) "**Initiatives impliquant les partenaires sociaux en Europe sur les politiques du changement climatique et l'emploi**" présentée à la conférence des partenaires sociaux européens à Bruxelles (1er et 2 mars 2011) a servi de support à l'initiative conjointe des partenaires sociaux européens (CES-BUSINESSEUROPE-CEEP-UEAPME) sur le thème "**Impact emploi des politiques climatiques dans l'UE**" dans le cadre du programme intégré du dialogue social européen 2009-2011.
- ▶ La finalité de cette initiative est de donner aux partenaires sociaux européens les moyens d'identifier les actions communes existantes et envisageables pour maximiser les opportunités et minimiser les effets négatifs sur l'emploi des politiques et mesures nationales de réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- ▶ Les expériences existantes, dites « de bonnes pratiques », qui ont été analysées, après enquête menée auprès des acteurs dans les Etats membres de l'UE, offrent à ce titre de nombreux enseignements.

→ Le rôle des partenaires sociaux dans les politiques d'efficacité énergétique : «Impact emploi des politiques climatiques»

- ▶ Les partenaires sociaux comme les pouvoirs publics, ensemble ou de manière autonome, se sont engagés dans des initiatives nombreuses permettant des gains d'efficacité énergétique dans la plupart des pays européens.
- ▶ Le secteur du bâtiment : Le cas de l'Alliance Emploi-Environnement, en Allemagne, mais aussi plus récemment en Belgique et en Roumanie, à l'initiative des seuls partenaires sociaux.
- ▶ Initiatives dans d'autres secteurs (ex : réseau d'efficacité des ressources en Allemagne dans le secteur industriel, Programme pour l'efficacité énergétique (PFE) en Suède dans les industries à haute intensité énergétique), et transsectorielles centrées sur la formation (Conseil de l'éducation professionnelle au Danemark) ou sur l'espace de travail (Green Workplaces, au RU).
- ▶ L'efficacité énergétique comme moyen d'augmenter la compétitivité des entreprises dans le contexte de crise et de financer des mesures qui soutiennent le pouvoir d'achat (écochèques et Fonds de réduction du coût global de l'énergie, en Belgique) ou améliorent la santé au travail (initiative Wittenberg dans la chimie allemande).

→ Le rôle des partenaires sociaux dans les politiques d'efficacité énergétique, «Impact emploi des politiques climatiques» : le cas allemand (1)

- ▶ En Allemagne, le **Réseau Efficacité des Ressources (Netzwerk Ressourceneffizienz)** a été créée en 2008 dans le but de mettre en oeuvre des mesures en vue d'améliorer l'efficacité énergétique du secteur industriel (énergie et matières premières) et ainsi contribuer au verdissement de l'industrie et à l'amélioration de la compétitivité dans un contexte de crise; le projet comporte un plan d'action dédié à la satisfaction des besoins en compétences et en formation professionnelle.
- ▶ Dans le cadre de cette initiative, la DGB et ses organisations membres ont lancé depuis 2008 une série de programmes visant à former les employés et les membres des comités d'entreprises du secteur de l'aluminium (de la production au recyclage), à l'efficacité énergétique, avec la participation du Ministère de l'environnement (BMU), du syndicat IGMetall et de l'association allemande des producteurs d'aluminium GDA.
- ▶ Une expérience similaire a été lancée dans un autre domaine, celui des plastiques, par HBS (la Fondation Hans Böckler) avec la participation du syndicat IG BCE et de l'association patronale du secteur, la GKV.

→ Le rôle des partenaires sociaux dans les politiques d'efficacité énergétique,
«Impact emploi des politiques climatiques» : le cas allemand (2)

- ▶ En Allemagne, **l'Alliance pour l'Emploi et l'Environnement**, initiative lancée par la DGB et impliquant une vaste palette d'acteurs, a plusieurs objectifs :
 - rénover 300 000 appartements par an ;
 - créer et/ou préserver 200 000 emplois ;
 - réduire les émissions de CO2 de 2 millions de tonnes par an ;
 - réduire les factures énergétiques des locataires et des propriétaires ;
 - réduire la dette publique de près de 3 milliards d'euros en réduisant les frais liés au chômage et en accroissant les recettes fiscales ;
 - réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations de combustibles fossiles.
- ▶ Le plan d'actions a débouché sur 71 milliards d'euros d'investissement en 10 ans ; les dispositifs anti-crise de 2009-2010 l'ont renforcé tandis que les mesures d'austérité prises en 2011 ont réduit son budget.
- ▶ Ce programme a permis de rénover plus de 2,4 millions d'appartements, entraînant une réduction des émissions de CO2 d'un million de tonnes en 2006 et d'1,5 million de tonnes en 2009.
- ▶ L'initiative a engendré la création de 221 000 « emplois verts » en 2008 et 340 000 en 2010, accompagné d'un programme de formation professionnelle conséquent.
- ▶ Cette expérience a été transposée en Wallonie (1 milliard d'euros de budget en 2011) à l'initiative de la Région et des partenaires sociaux wallons.

→ Le rôle des partenaires sociaux dans la promotion de l'efficacité énergétique, «Impact emploi des politiques climatiques» : le cas suédois PFE

- ▶ Le Programme PFE , mené par l'Agence suédoise de l'énergie en 2005 afin de répondre à deux impératifs : la réduction des émissions de CO2, la dépendance énergétique et la hausse du prix de l'électricité. Objectif : inciter les industries intensives en énergie à réduire leurs coûts en améliorant leur efficacité énergétique. Instrument : mesures incitatives sous forme de réductions des taxes énergétiques. Durée du programme : 5 ans, mobilisant 117 entreprises industrielles (soit 250 usines).
- ▶ Le Programme Board, organe de consultation et de contrôle créé en 2005, se compose de représentants du gouvernement, des entreprises, des syndicats, des organisations patronales et des centres de recherche ;
- ▶ Après deux ans d'existence, le projet a débouché sur 900 mesures d'amélioration qui ont coûté aux entreprises 110 millions d'euros avec un pay-back très rapide (deux ans en moyenne). En 2010, le projet a atteint ses objectifs à 200 % et est considéré comme une réussite non seulement par les partenaires sociaux, mais aussi par les autorités publiques et les ONG.
- ▶ Le système d'audit et de gestion de l'énergie a permis, notamment via les programmes de formation, de placer la question des économies d'énergie au centre des préoccupations des employeurs et des salariés.

→ Initiative des partenaires sociaux dans la promotion de l'efficacité énergétique, « Impact emploi des politiques climatiques » : le cas au Royaume-Uni des espaces de travail verts

- ▶ Ces projets sont des initiatives syndicales se déroulant sur le lieu de travail et faisant appel à l'engagement pratique des travailleurs et des employeurs dans le but d'économiser l'énergie et de réduire l'empreinte écologique des entreprises. Ils se caractérisent par des événements de sensibilisation, des ateliers de formation, des audits et des consultations et initiatives conjointes.
- ▶ Un échantillon de 13 projets pilotes a permis de former 2007 responsables environnementaux, et de développer des initiatives stratégiques de réduction des émissions de CO2 et d'utilisation efficace des ressources naturelles (énergie et matières).
 - Parmi ceux-ci, citons un projet du TUC chez United Utilities ayant permis de regrouper une initiative patronale nommée « Managerial Carbon Champions » et une approche syndicale axée sur la réduction de la consommation énergétique et de la production de déchets sur 50 sites dans le pays.
- ▶ Le TUC met actuellement en place un réseau national réunissant les projets de lieux de travail verts, regroupés par localité, afin d'obtenir une « masse critique » de telles initiatives pouvant avoir une incidence nationale sur les objectifs britanniques en matière d'émissions de gaz à effet de serre et d'efficacité énergétique.

→ Le rôle des partenaires sociaux dans les politiques industrielles bas carbone : «Impact emploi des politiques climatiques».

- ▶ Trois pays, le Portugal, le Royaume-Uni et le Danemark, mènent des initiatives de politique industrielle centralisée, soutenues par les partenaires sociaux en matière d'énergies renouvelables et de technologies bas carbone comme le captage et le stockage du CO2, qui s'affirme comme une technologie de transition aux dimensions multisectorielles et territoriales.
- ▶ Mention particulière sera faite sur le cas de la reconversion des chantiers navals de Lindoe (Région Odense) en producteur d'énergies vertes offshore (centre Lindoe) ainsi que sur le projet de développement de la technologie CCS dans la filière centrales charbon au Royaume-Uni (Coal Forum, CCS Development Forum, TUC clean coal Task Group).
- ▶ En parallèle, les collectivités locales conduisent des politiques industrielles décentralisées en association étroite avec les partenaires sociaux : Les « Forums pour la croissance verte » au Danemark, 1 000 projets menés par les collectivités dans le réseau de collectivités locales SALAR en Suède (dont un programme Biogaz), initiatives menées par les villes d'Evora ou de Viseo au Portugal ou encore de la ville de Berlin, qui développent des programmes locaux de nouvelles technologies énergétiques.

→ Le rôle des partenaires sociaux dans les politiques industrielles bas carbone, « Impact emploi des politiques climatiques » : le cas LORC au Danemark

- ▶ Le cas emblématique du Lindoe Offshore Renewable Centre (LORC) au Danemark. Mené conjointement par les collectivités publiques régionales (dans le cadre de l'initiative Forum de croissance verte), des entreprises privées et les organisations professionnelles concernées en collaboration avec les partenaires sociaux (Partenariat public-privé).
- ▶ Le programme inédit a ainsi été financé et mis en œuvre pour la reconversion massive des salariés des chantiers navals de Lindoe du groupe danois Maersk (en cours de fermeture d'ici mars 2012) vers les emplois de la filière industrielle éoliennes off-shore et énergies marines.
- ▶ La structure créée à Copenhague, dénommée LORC, est un centre de R&D, démonstration, de production des technologies dédiées éoliennes offshore et énergies marines, d'infrastructures pour la production et le transport des installations; de programmes de formation innovants dédiés aux reconversions de 2 500 salariés, en coopération étroite avec les partenaires sociaux (Les organisations syndicales MetalWorkers Unions et 3F participent au LORC Council, organe de surveillance).
- ▶ Les syndicats espèrent qu'avant 6 ans, malgré de lourds coûts sociaux, cette initiative permettra de maintenir le volume d'emplois des Chantiers navals d'avant fermeture.

→ Le rôle des partenaires sociaux dans les politiques industrielles bas carbone, «Impact emploi des politiques climatiques» : le cas LORC au Danemark



→ Le rôle des partenaires sociaux dans les politiques industrielles bas carbone, «Impact emploi des politiques climatiques» : Le cas du programme Biogaz en Suède.

- ▶ Les partenaires sociaux en Suède sont également très actifs à l'échelon local sur le champ climat-énergie. Plus de 1 000 projets en lien avec les orientations nationales en matière énergétique ont été menés par les collectivités territoriales et l'association suédoise des autorités publiques locales et des régions (SALAR) avec la participation des partenaires sociaux. La plupart de ces initiatives intègrent des programmes de formation et de sensibilisation.
- ▶ Exemple : Le programme Biogaz mené par la collectivité locale de Linköping, dans le cadre du réseau SALAR : Décision d'utilisation des déchets produits par les industries d'emballage de viande et les fumiers des fermes environnantes pour mettre au point un carburant moins polluant et plus sobre en carbone : le biogaz. Plus de 1 200 véhicules roulent au biogaz dans cette ville. Un centre R&D a été créé sur les technologies vertes et l'amélioration technologique du biogaz.
- ▶ Grâce à ce programme, des centaines d'emplois ont été créés, une gestion prévisionnelle de l'emploi et les programmes de formation professionnelle et de formation tout au long de la vie ont été mis en place dans les entreprises concernées par ce programme avec la participation active des partenaires sociaux.

→ La question de la transition sociale vers une économie décarbonée demeure largement ouverte

- ▶ La transition vers une économie bas carbone ne signifie pas seulement procurer des alternatives d'emplois verts aux travailleurs touchés par la transformation bas carbone, mais également former des travailleurs qualifiés affectés par la transformation des emplois existants, sensibiliser et former les entrepreneurs sur ces sujets, favoriser un dialogue social constructif.
- ▶ Les nouvelles qualifications doivent être identifiées, comme le montrent l'initiative roumaine de cartographie des compétences, l'expérience portugaise d'Agence des nouvelles qualifications ou les tentatives d'anticipation faites en Espagne dans le cadre des tables-rondes sectorielles tripartites.
- ▶ Certains pays ont engagé des actions structurées de formation professionnelle, au delà de l'efficacité énergétique, qui doivent constituer un instrument puissant au service de la transition sociale bas carbone, à l'instar du Danemark et de l'Allemagne, intégrant les programmes bas carbone dans leur système de formation.
- ▶ Les outils d'anticipation de la transition socioéconomique bas carbone manquent cruellement, dans la plupart des pays d'Europe. L'étude a invité ardemment les partenaires sociaux à discuter de ces nouveaux outils, en s'appuyant sur les initiatives existantes.

→ Le dialogue social sur les besoins en compétences et les programmes d'éducation et de formation (y.c ceux développés par les partenaires sociaux) est essentiel pour une transition bas carbone réussie (1)

- ▶ Au Danemark, les partenaires sociaux participent au niveau national au Conseil de l'enseignement professionnel, lequel rédige les programmes de formation professionnelle et valide les différents types de certification, y compris dans les nouveaux secteurs verts ou sobres en carbone, où les partenaires sociaux assurent le suivi des normes et instruments législatifs en matière d'énergie et de climat. Les syndicats danois LO et 3F font la promotion des stratégies d'économie d'énergie dans les entreprises en se basant sur l'implication et la formation des travailleurs. Le siège de LO à Copenhague montre l'exemple en ayant lui-même un bilan énergétique neutre.
- ▶ Le Portugal s'est doté de deux organes consultatifs (complémentaires) dans le domaine de la formation : le Conseil de la formation professionnelle et l'Agence nationale des compétences, dont l'économie verte est considérée comme prioritaire. Le premier est chargé d'évaluer et de fixer les objectifs généraux et les grandes lignes des politiques de formation ; la seconde, en vertu d'un accord et d'un système de gouvernance tripartites, est plus pragmatique et rassemble les commissions sectorielles, dont le rôle est d'assurer une veille permanente.

→ Le dialogue social sur les besoins en compétences et les programmes d'éducation et de formation (y.c ceux développés par les partenaires sociaux) est essentiel pour une transition bas carbone réussie (2)

- ▶ En Bulgarie, les partenaires sociaux ont mis en place un projet nommé FSE (Système d'évaluation des compétences); lancé par l'association des Industriels bulgares (BIA), financé par le Fonds social européen et géré en partenariat avec les confédérations syndicales CITUB et Podkrepa.
- ▶ Le projet FSE concerne l'évaluation des compétences professionnelles dans un échantillon de 2000 entreprises notamment concernant les « emplois verts » aux niveaux sectoriel et régional. Les syndicats participent activement à un projet de cartographie des compétences nommé « Competence Map » et sont représentés au sein du Conseil consultatif.
- ▶ En Roumanie, le projet Euroneff implique plusieurs partenaires européens et a pour objectif d'identifier les besoins en formation des entreprises du secteur de la construction dans le domaine des technologies liées à l'efficacité énergétique (cadre législatif, éléments techniques, etc.).
- ▶ Un guide a été publié, à l'intention des formateurs et enseignants de collèges professionnels de ce pays, sur l'efficacité énergétique et la rénovation des vieux bâtiments, essentiellement basé sur les expériences enregistrées en Allemagne et au Danemark mais adaptées aux spécificités du pays.

→ Séminaire IHEDATE : Quelles politiques régionales ?
13 octobre 2011, Lille.

Merci pour votre attention !

Alain MESTRE
a.mestre@syndex.fr
www.syndex.fr